

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 février 2007

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à créer un dispositif de veille et
d'urgence sociale**

(déposée par M. Yvan Mayeur,
Mme Marie-Claire Lambert,
MM. Jean-Claude Maene et André Frédéric)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 februari 2007

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de oprichting van een signaal- en
verwijslijn voor sociale noodgevallen**

(ingediend door de heer Yvan Mayeur,
mevrouw Marie-Claire Lambert, en
de heren Jean-Claude Maene en André Frédéric)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

<i>DOC 51 0000/000 :</i>	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
<i>QRVA :</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)</i>
<i>CRABV :</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>
<i>PLEN :</i>	<i>Séance plénière</i>
<i>COM :</i>	<i>Réunion de commission</i>
<i>MOT :</i>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

<i>DOC 51 0000/000 :</i>	<i>Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA :</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
<i>CRABV :</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
<i>PLEN :</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM :</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT :</i>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Un vaste travail de réflexion et de prospection a été initié, il y a quelques années, suite au Rapport général sur la pauvreté. Le gouvernement s'était engagé, dans sa déclaration gouvernementale, à mettre en œuvre une politique volontariste pour la promotion d'une société plus solidaire. Il s'agissait de dresser les lignes d'un nouveau contrat social avec le citoyen, fondé sur la dignité et le respect.

Ce rapport fut le fruit d'un travail de collaboration, de réflexion, ainsi que de la participation de personnes précarisées, avec l'ensemble des décideurs politiques et des associations.

La pauvreté, notion polysémique et complexe, a donné naissance à un nombre important de termes, tous plus éloquentes les uns que les autres : paupérisme, précarité, vulnérabilité sociale, désaffiliation, marginalisation, exclusion,...

«L'exclusion est définie comme étant un retranchement, une interdiction que l'on signifie à des individus d'accéder à la société. Elle résulte le plus souvent de ruptures cumulées avec les ancrages sociaux essentiels que sont le travail, la famille ou le logement. La pauvreté comporte toujours un élément objectif, l'insuffisance de ressources, associé à un élément subjectif, l'exclusion.

En ce sens, l'exclusion est cause et conséquence de la pauvreté. L'exclusion est l'image sociale de la pauvreté. A l'aspect objectif de la pauvreté s'ajoute l'effet d'exclusion résultant pour les pauvres du non – exercice des droits élémentaires. L'exclusion révèle la mise à l'écart, la distance, la privation, le silence. Cette mise à l'écart transforme les victimes sociales en coupables...»¹.

Face à la mutation de plus en plus rapide de notre société, l'heure est à l'action, visant les plus fragiles d'entre nous, les laissés pour compte du système.

Il importe de concrétiser la disposition de l'article 23 de la Constitution, qui prévoit que : *«Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. (...) Ces droits comprennent notamment le droit à la sécu-*

¹ Dion-Loye, S., La pauvreté saisie par le droit, Le genre humain, Seuil, 2002, p.113.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Een aantal jaren geleden is naar aanleiding van het Algemeen Verslag over de Armoede brede reflectie en prospectie van start gegaan. De regering had er zich in haar regeringsverklaring toe verbonden een voluntaristisch beleid voor een meer solidaire samenleving te voeren. Het ging er om de krachtlijnen te bepalen van een nieuw sociaal contract met de burger, dat gebaseerd is op waardigheid en respect.

Dat verslag was het resultaat van samenwerking en reflectie, alsook van de deelname van mensen die in bestaansonzekerheid leven, samen met alle beleidsbepalers en verenigingen.

Het begrip armoede, dat vele betekenissen heeft en een complex gegeven is, heeft aanleiding gegeven tot het ontstaan van een aanzienlijk aantal termen, de ene al veelzeggender dan de andere: pauperisme, bestaansonzekerheid, sociale kwetsbaarheid, uittreding, marginalisering, uitsluiting enzovoort.

«L'exclusion est définie comme étant un retranchement, une interdiction que l'on signifie à des individus d'accéder à la société. Elle résulte le plus souvent de ruptures cumulées avec les ancrages sociaux essentiels que sont le travail, la famille ou le logement. La pauvreté comporte toujours un élément objectif, l'insuffisance de ressources, associé à un élément subjectif, l'exclusion.

En ce sens, l'exclusion est cause et conséquence de la pauvreté. L'exclusion est l'image sociale de la pauvreté. A l'aspect objectif de la pauvreté s'ajoute l'effet d'exclusion résultant pour les pauvres du non – exercice des droits élémentaires. L'exclusion révèle la mise à l'écart, la distance, la privation, le silence. Cette mise à l'écart transforme les victimes sociales en coupables...»¹.

Ten aanzien van onze almaar sneller veranderende maatschappij is het tijd om op te treden, in het belang van de meest kwetsbaren onder ons, degenen die maatschappelijk uit de boot zijn gevallen.

Het komt erop aan concreet werk te maken van de bepaling in artikel 23 van de Grondwet, die stelt: «Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden. [...] Die rechten omvatten inzonderheid: [...] het recht op

¹ Dion-Loye, S., La pauvreté saisie par le droit, Le genre humain, Seuil, 2002, blz. 113.

rité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique.».

D'autre part, la loi concernant le droit à l'intégration sociale apparaît comme l'aboutissement d'un processus législatif, qui avait débuté avec une loi de 1993 contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire.

Actuellement, on ne peut que constater que, malgré la mise en place de politiques plus ou moins volontaristes visant à éradiquer la pauvreté, les possibilités de l'éradiquer se réduisent de plus en plus, pour une partie non négligeable de la population, à une peau de chagrin. Même si le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine est un droit constitutionnel, dont la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (CPAS) confie la mise en œuvre aux CPAS, il n'en reste pas moins que la pauvreté et la précarité touchent un public plus large.

Cela va du sans-abri au bénéficiaire d'un revenu d'intégration sociale, du chômeur au salarié, voire, et de manière générale, à toute personne vivant «à l'euro près» ou devant faire face à des problèmes familiaux, de santé, de logement, en matière d'éducation, d'accès à la justice, d'emploi, etc...

Le droit au logement, consacré par l'article 23 de la Constitution, est un des éléments du droit à un niveau de vie suffisant, au même titre que l'alimentation, l'habillement, les soins médicaux et les services sociaux nécessaires.

Outre le problème récurrent du logement, de nombreuses catégories de personnes vivent «à l'euro près» et dès que le moindre incident ponctuel (décès, séparation,...), ou ayant un quelconque impact à plus long terme sur le budget de la personne ou de sa famille, arrive, ces personnes peuvent rapidement être prises dans la spirale de l'endettement, puis du surendettement.

Tout le monde est donc concerné ou pourra l'être à court, moyen ou long terme; l'intéressé ou les membres de sa famille, des proches. La pauvreté est un phénomène de masse.

Il n'entre pas dans le cadre de la proposition de résolution de définir de manière exhaustive l'ensemble des causes et effets de la pauvreté.

Par contre, il nous appartient, en tant que représentants démocratiquement élus et porteurs d'un projet de

sociale zekerheid, bescherming van de gezondheid en sociale, geneeskundige en juridische bijstand.»

De wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie vormt voorts kennelijk het sluitstuk van een wetgevingsproces dat was gestart met een wet in 1993 die voorzag in een urgentieprogramma voor een meer solidaire samenleving.

Vandaag kan men ondanks de invoering van min of meer voluntaristische beleidsmaatregelen om de armoede uit te roeien, slechts vaststellen dat de mogelijkheden om die uit te roeien voor een niet onbelangrijk deel van de bevolking steeds kleiner zijn geworden tot er vrijwel geen meer overblijven. Ook al is het recht op een menswaardig leven een grondwettelijk recht — waarvan de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (OCMW's) de uitvoering aan de OCMW's toevertrouwt —, dat neemt niet weg dat meer mensen in armoede en bestaansonzekerheid leven..

Dat gaat van de dakloze tot de leefloner, van de werkloze tot de werknemer, en zelfs meer algemeen tot iedereen die amper rondkomt of het hoofd moet bieden aan problemen inzake gezin, gezondheid, huisvesting, onderwijs, toegang tot de justitie, werkgelegenheid, enzovoort.

Het recht op huisvesting, dat verankerd is in artikel 23 van de Grondwet, is een van de onderdelen van het recht op een toereikende levensstandaard, net zoals voeding, kleding, medische verzorging en de nodige sociale diensten.

Afgezien van het terugkerende probleem van de huisvesting leven tal van mensen op het randje van de geldnood en zodra zich het minste incident voordoet (overlijden, scheiding enzovoort) of een voorval dat op langere termijn enige weerslag heeft op iemands budget of op dat van zijn gezin, kunnen deze mensen snel terechtkomen in een schuldschijnsel, en vervolgens in een spiraal van overmatige schuldenlast.

Niemand is daarvan gevrijwaard en iedereen kan vroeg of laat armlastig worden, net zo goed als de leden van zijn gezin, verwanten. Armoede is een massaverschijnsel.

Het valt buiten het bestek van dit voorstel van resolutie om het geheel van oorzaken en gevolgen van de armoede uitvoerig uit de doeken te doen.

Als democratisch gekozen volksvertegenwoordigers en dragers van een maatschappelijk project, steunend

société, forts de l'état des savoirs sur le sujet et cependant conscients de nos moyens, de permettre la traduction de notre action politique en actes concrets. La finalité étant d'aboutir à plus de cohésion et de justice sociale. Même si l'aide aux personnes précarisées ne peut plus, aujourd'hui, être limitée à des actions ponctuelles, toutefois positives, l'assistance aux démunis doit être transformée en une véritable et concrète lutte contre la pauvreté.

Il doit non seulement s'agir d'aider les personnes précarisées par des actions ponctuelles, mais également, à terme, d'éradiquer la pauvreté en appréhendant la problématique de manière globale.

Si ces actions protègent les plus démunis sans offrir de réponse définitive à ce phénomène de masse, risquant de transformer notre collectivité en une société d'assistance, il importe néanmoins de répondre concrètement, dans des délais précis, aux attentes des gens, afin de donner une solution rapide à leur détresse.

Des mesures concrètes doivent être mises en œuvre, et même si on plaide pour une éradication à long terme de la pauvreté et une résorption optimale des difficultés sociales il faut s'accorder sur le fait que, le plus souvent, les interventions prennent la forme d'aides particulières, ponctuelles et liées à certains besoins spécifiques (la carte médicale, le chèque mazout, par exemple). Il ne s'agit là que de solutions partielles.

La pauvreté est la conséquence, ou le résultat, des politiques économiques menées aux échelons nationaux et européen. En Belgique, le pouvoir fédéral, les entités fédérées, ainsi que les pouvoirs locaux sont concernés.

La lutte contre la pauvreté nécessite une mobilisation et une étroite collaboration entre tous les acteurs économiques et sociaux au sein de ces différents niveaux de pouvoir. Il incombe à l'autorité et aux services publics de garder la maîtrise de cette problématique, afin d'éviter que notre collectivité devienne une société d'assistance à l'état pur.

Puisque les mesures existantes, légales ou autres visant à lutter contre la pauvreté, ne suffisent pas (pas encore) à l'éradiquer et qu'elles ne donnent pas de réponse structurelle à ce phénomène de masse qui constitue, aujourd'hui, un vrai fléau, il importe de mettre en place un dispositif nouveau, un instrument dynamique permettant de mobiliser les acteurs et les différents niveaux de pouvoirs, chacun dans ses compétences respectives.

op wat omtrent die problematiek bekend is maar ons niettemin bewust van onze middelen, is het evenwel onze taak de omzetting van onze politieke actie in concrete daden mogelijk te maken. Het uiteindelijke doel is immers te komen tot meer sociale cohesie en rechtvaardigheid. Ook al kan de hulp aan wie in bestaansonzekerheid leeft, vandaag niet langer beperkt blijven tot incidentele acties — hoe positief die ook zijn —, de bijstand aan de armen moet worden omgevormd tot echte en concrete armoedebestrijding.

Het moet er niet alleen om gaan door gerichte acties hulp te bieden aan bestaansonzekereren, maar ook moet op termijn de armoede worden uitgeroeid door het vraagstuk in zijn geheel aan te pakken.

Die gerichte acties mogen de echt armen dan weliswaar beschermen, ze bieden geen definitief antwoord op dit massaverschijnsel en dreigen van de gemeenschap een bijstandsmaatschappij te maken. Toch is het belangrijk om binnen precieze termijnen concreet aan de verwachtingen van de mensen te voldoen, teneinde een snelle oplossing voor hun noodsituatie te vinden.

Er moeten concrete maatregelen worden uitgevoerd. Men mag dan wel pleiten voor een uitroeiing van de armoede op lange termijn en voor een optimale eliminatie van de sociale moeilijkheden, men moet tevens toegeven dat de acties meestal de vorm aannemen van bijzondere, incidentele en aan bepaalde specifieke behoeften beantwoordende hulp (bijvoorbeeld de medische kaart, de stookoliecheque). Het gaat daarbij maar om deeloplossingen.

De armoede is het gevolg of het resultaat van de economische beleidsmaatregelen op nationaal en Europees niveau. In België gaat het daarbij om het federale bestuursniveau, de deelgebieden, alsook de lokale bestuursniveaus.

De bestrijding van de armoede vergt een mobilisatie van en nauwe samenwerking tussen alle economische en sociale actoren op die verschillende bestuursniveaus. Het is aan de overheid en aan de openbare diensten om erover te waken dat deze kwestie niet uit de hand loopt en zo te voorkomen dat onze gemeenschap tot een zuivere bijstandsmaatschappij verwordt.

Aangezien de bestaande, wettelijke of andere maatregelen om de armoede te bestrijden (nog) niet volstaan om ze uit te roeien en ze geen structureel antwoord bieden op dit massaverschijnsel dat vandaag een echte sociale plaag is geworden, komt het erop aan een nieuw hulpmiddel in te stellen, een dynamisch instrument dat het mogelijk maakt de actoren en de verschillende bestuursniveaus te mobiliseren, elk met betrekking tot hun respectieve bevoegdheden.

La proposition est donc basée sur la concrétisation de l'article 23 de la Constitution et souhaite apporter un élément de plus à la mise en œuvre du droit dont chacun dispose de mener une vie conforme à la dignité humaine.

En voulant créer un dispositif de veille et d'urgence sociale, afin d'aiguiller les personnes en difficultés, on vise à renforcer la lutte contre la pauvreté par une mesure concrète, tout en sachant fort bien qu'une seule mesure, concrète et pratique, doit s'inscrire dans un cadre beaucoup plus général. Dans notre société, la pauvreté et la demande d'aide sociale ou juridique s'est fortement diversifiée, a fortiori lorsqu'elle revêt une certaine urgence.

Il s'avère nécessaire d'avoir un dispositif permettant d'appréhender toute forme de réalité (problèmes de santé, de logement, de surendettement,...), en s'adaptant aux structures existantes, que ce soit en zone rurale ou dans nos grandes villes.

Il est évident que d'autres personnes que celles dites «sans-abri» ou émargeant au CPAS peuvent bel et bien se retrouver «à la rue» pour telle ou telle raison, comme par exemple des violences conjugales ou des problèmes d'accoutumance.

Un tel dispositif de veille et d'urgence sociale doit donc s'inscrire au sein des dispositifs déjà existants, comme les services d'urgence, sans pour autant criminaliser la détresse sociale. Il ne doit pas empiéter sur le volet médical, ni sur des initiatives prises au niveau de la médiation familiale, mais des recoupements seront, par définition, inévitables et les dispositifs existants doivent se compléter.

Il appartient à la société toute entière de se mobiliser et de traiter les demandes des personnes précarisées qui ne savent pas, ou ne peuvent pas, avoir accès à des informations (institutions, organismes, adresses, services sociaux, médicaux ou administratifs,...) leur permettant de trouver une solution rapide à la situation à laquelle ils se trouvent confrontés, du fait de leur statut social, du climat, etc...; les centres publics d'action sociale ne fonctionnant pas 24 heures sur 24.

Yvan MAYEUR (PS)
Marie-Claire LAMBERT (PS)
Jean-Claude MAENE (PS)
André FRÉDÉRIC (PS)

Het voorstel van resolutie is derhalve gebaseerd op de concretisering van artikel 23 van de Grondwet en wil een bijkomend element aanbrengen in het kader van de toepassing van eenieders recht om een menswaardig leven te leiden.

Door het streven een signaal- en verwijsslijn voor sociale noodgevallen op te richten, teneinde personen in moeilijkheden enigszins te oriënteren, wordt via een concrete maatregel een intensivering beoogd van de bestrijding van de armoede, weliswaar in het besef dat één (concrete en praktische) maatregel deel moet uitmaken van een veel algemener kader. De armoede en het verzoek om sociale of juridische bijstand zijn in onze samenleving sterk gediversifieerd, *a fortiori* als zij met een zekere urgentie gepaard gaan.

Het blijkt noodzakelijk over een middel te beschikken waarmee elke gegeven situatie kan worden aangepakt (problemen in verband met gezondheid, huisvesting, overmatige schuldenlast enzovoort), met dien verstande dat rekening wordt gehouden met de bestaande structuren, en dit zowel in ruraal gebied als in onze grote steden.

Het is evident dat ook anderen dan de zogenaamde «daklozen» of OCMW-klanten wel degelijk «op straat» kunnen belanden om deze of gene reden, zoals echtelijk geweld of verslavingsproblemen.

Een dergelijke signaal- en verwijsslijn voor sociale noodgevallen moet dus een plaats krijgen binnen de al bestaande voorzieningen, zoals de spoeddiensten, zonder echter sociale nood te gaan criminaliseren. De signaal- en verwijsslijn mag niet in de medische sfeer treden, noch zich mengen in initiatieven op het vlak van gezinsbemiddeling, maar overlappingsen zullen per definitie onvermijdelijk zijn en de bestaande voorzieningen moeten elkaar aanvullen.

De maatschappij in haar geheel behoort zich te mobiliseren en gevolg te geven aan de verzoeken van de in bestaansonzekerheid levende personen die niet weten van het bestaan van of geen toegang hebben tot informatiekanalen (instanties, instellingen, adressen, sociale, medische of administratieve diensten enzovoort) waarmee zij snel een oplossing kunnen vinden voor de situatie waaraan zij als gevolg van hun sociale toestand, het klimaat enzovoort het hoofd moeten bieden; OCMW's zijn immers niet dag en nacht open.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine est un droit prévu par l'article 23 de la Constitution ;

B. considérant que ce droit comprend, notamment, le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique, ainsi que le droit de bénéficier d'un logement décent ;

C. considérant que la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (CPAS) a confié la mise en œuvre de ce droit aux CPAS, en ce qui concerne l'octroi de l'aide sociale permettant à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine ;

D. considérant que la loi concernant le droit à l'intégration sociale, qui a remplacé la loi de 1974 relative au minimum de moyens d'existence, apparaît comme l'aboutissement d'un processus législatif qui avait débuté avec une loi de 1993 contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire ;

E. considérant que, malgré la mise en place de politiques plus ou moins volontaristes ou d'initiatives ponctuelles visant à éradiquer la pauvreté, force est de constater que le phénomène de la pauvreté est loin d'être résolu, ni appréhendé dans sa globalité et démontre que l'aide aux personnes précarisées et l'assistance aux plus démunis doit être transformée en une véritable et concrète lutte contre la pauvreté ;

F. considérant que le *Rapport sur la pauvreté*, et les études et débats qui l'ont suivi, démontrent que la précarité de la population s'accroît, que de plus en plus de personnes se retrouvent en deçà du seuil de pauvreté, que la pauvreté (et donc certaines conséquences qui en découlent et, notamment, le phénomène de l'exclusion) touche un public de plus en plus large, allant du sans-abri au bénéficiaire d'un revenu d'intégration sociale, du chômeur au salarié et, de manière générale, à toute personne devant faire face à des problèmes familiaux, de santé, de logement, en matière d'éducation, d'accès à la justice, d'emploi, etc... ;

G. considérant qu'aujourd'hui, l'appellation de «sans-abri» recouvre des réalités bien différentes; qu'en effet, il peut s'agir d'une personne qui :

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. Wijst erop dat het recht op een menswaardig leven verankerd is in artikel 23 van de Grondwet;

B. Wijst erop dat dat recht onder andere het recht omvat op sociale zekerheid, evenals bescherming van de gezondheid, sociale, geneeskundige en juridische bijstand en het recht op een behoorlijke huisvesting;

C. Wijst erop dat de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (OCMW's) de effectivering van dat recht, althans wat de verlening van sociale bijstand betreft, heeft toevertrouwd aan de OCMW's, zodat iedereen een menswaardig leven kan leiden;

D. Brengt in herinnering dat de wet betreffende het recht op maatschappelijke integratie, die in de plaats is gekomen van de wet van 1974 op het bestaansminimum, kennelijk het sluitstuk vormt van een wetgevingsproces dat in 1993 was gestart met een wet die voorzag in een urgentieprogramma voor een meer solidaire samenleving;

E. Stelt vast dat, ondanks een min of meer voluntaristisch beleid of specifieke initiatieven om de armoede uit te roeien, het armoedeverijnsel allesbehalve is bedwongen en al evenmin in zijn geheel wordt aangepakt, wat aantoon dat de hulp aan bestaansonzeker en de bijstand aan de armsten moeten worden omgevormd tot een heuse en concrete strijd tegen de armoede;

F. Wijst erop dat het Algemeen Verslag over de Armoede, alsook de daarop volgende studies en debatten, hebben aangetoond dat de bestaansonzekerheid van de bevolking toeneemt, dat steeds meer mensen onder de armoededrempel leven, dat de armoede (en dus ook een aantal gevolgen ervan, zoals uitsluiting) een groeiend aantal mensen treft, gaande van daklozen tot leefloners, van werklozen tot loontrekkenden en, algemeen, tot al wie kampt met problemen inzake gezin, gezondheid, huisvesting, onderwijs, toegang tot de justitie, werkgelegenheid, enzovoort.

G. Attendeert erop dat het begrip «dakloze» vandaag heel wat betekenissen heeft, aangezien het kan gaan om:

a. suite à une expulsion, se retrouve dans une maison d'accueil;

b. d'une femme qui, pour des raisons familiales ou conjugales, est hébergée dans une maison maternelle ou un collectif pour femmes battues;

c. de quelqu'un qui, suite à un séjour à l'hôpital, dans un établissement psychiatrique ou une prison, se retrouve sans logement;

d. de «sans domicile fixes» qui sont hébergés dans un centre d'accueil pour adultes en difficulté... ;

H. considérant que, dans les grandes villes, les loyers ont augmenté de manière considérable ;

I. considérant que, outre le problème récurrent du logement, de nombreuses catégories de personnes peuvent se retrouver, dès que le moindre incident ayant un impact sur leur budget survient, prises dans la spirale de l'endettement, puis du surendettement et se retrouver «à la rue» ;

J. considérant que les personnes précarisées, exclues, et a fortiori les sans-abri, sont victimes d'un affaiblissement de leurs liens sociaux; qu'il convient d'établir, ou de rétablir, un lien avec les personnes fortement précarisées ou en état de détresse sociale, qu'il s'agisse d'un problème social urgent ou chronique, familial, conjugal voire médical.

K. considérant que l'aide aux sans-abri est une responsabilité qui incombe à la société toute entière et que, par conséquent, celle-ci ne peut demeurer insensible aux conditions de vie des sans-abri et qu'elle doit être à même de recevoir la demande de ces personnes ;

L. considérant que ces personnes doivent pouvoir être conseillées, parce que leur détresse ou leur état ne leur permet plus d'agir, et orientées vers des services de proximité comme l'hôpital, un centre de guidance, un service administratif, un centre d'accueil de jour ou de nuit ou d'hébergement, un centre public d'action sociale ;

M. considérant que, nonobstant le fait qu'il soit indispensable d'avoir à long terme des politiques structurelles de lutte contre la pauvreté, la mise sur pied d'un dispositif de veille et d'urgence sociale pour les personnes se retrouvant à la rue s'inscrit dans la continuité des initiatives législatives déjà prises ou proposées dans différents domaines (logement, emploi,...), afin de prévenir les exclusions ;

a. iemand die uit zijn woning werd gezet en terecht is gekomen in een opvangtehuis;

b. vrouwen die om familiale of echtelijke redenen in een tehuis voor ongehuwde moeders of in een collectief voor mishandelde vrouwen zitten;

c. iemand die na een verblijf in het ziekenhuis, een psychiatrische instelling of de gevangenis op straat komt te staan;

d. «daklozen» die in een opvangcentrum voor volwassenen in moeilijkheden verblijven;

H. Stelt vast dat de huurprijzen in de grote steden fors zijn gestegen;

I. Stelt bovendien vast dat hele categorieën van mensen niet alleen te maken hebben met steeds weerkerende huisvestingsproblemen, maar ook, ingevolge het minste voorval met budgettaire consequenties, terecht kunnen komen in een schuldschroef, vervolgens in een schroef van overmatige schuldenlast en tot slot «op straat»;

J. Stelt vast dat de sociale contacten van de bestaansonzeker, de uitgesloten en *a priori* de daklozen verwateren en meent dat het derhalve aangewezen zou zijn (opnieuw) voeling te zoeken met hen die in grote bestaansonzekerheid leven of sociaal achtergesteld zijn, ongeacht of hun problemen sociaal urgent of chronisch, familiaal, echtelijk of zelfs medisch van aard zijn;

K. Vindt dat steun aan daklozen een zaak is van de hele samenleving en dat die samenleving bijgevolg niet ongevoelig kan blijven voor hun leefomstandigheden en in staat moet zijn aan de behoeften van die mensen tegemoet te komen;

L. Vindt dat de daklozen moeten kunnen rekenen op raadgevingen, omdat zij door hun wanhoop en hun toestand niet langer in staat zijn te handelen, en dat zij moeten worden doorverwezen naar buurtdiensten zoals een ziekenhuis, een begeleidingsdienst, een administratieve dienst, een dag- of nachtopvangcentrum dan wel een huisvestingscentrum, of nog een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

M. Erkent weliswaar dat het onontbeerlijk is op lange termijn te komen tot een structureel armoedebestrijdingsbeleid, maar vindt niettemin dat voor mensen die op straat terecht komen er nood is aan een signaal- en verwijzingslijn voor sociale noodgevallen, in het verlengde van de reeds goedgekeurde of voorgestelde wetgevende initiatieven ter voorkoming van uitsluiting in tal van aanlegenheden (huisvesting, werk,...);

N. considérant que, même si de nombreuses initiatives existent en fonction des nécessités (besoin de lits) ou des conditions climatiques (hiver), les personnes se retrouvant dans une situation de détresse sociale ne sont pas toujours suffisamment informées des possibilités d'hébergement, ni de la présence à proximité de services sociaux.

O. considérant qu'il importe de traiter rapidement un problème social surgissant, car cela permet d'en atténuer les effets néfastes mais aussi, et surtout, de permettre aux services sociaux de proposer par la suite un projet d'intégration à la personne;

P. considérant qu'un moyen relativement aisé pour, d'une part, parvenir à répondre à la demande ou permettre aux personnes précarisées d'avoir rapidement une réponse concrète à leur demande et, d'autre part, avoir accès aux informations existantes, est de créer un numéro de téléphone national, et gratuit, afin d'aiguiller les sans-abri, ainsi que les personnes en situation de détresse, vers un endroit où ils pourront rester ou entrer en contact avec des travailleurs sociaux; que de cette manière, une écoute, une orientation ou un soutien pourra leur être accordé;

Q. considérant que le numéro 115, puisque ce dernier existe déjà en France, sera de nature à instaurer une harmonisation, à terme, au niveau européen;

R. considérant que ce moyen permettra de mettre en œuvre, rapidement et de façon pragmatique, des solutions améliorant la prise en charge des personnes sans domicile fixe ou en détresse; que, saisi directement par une personne ou une famille en difficulté ou indirectement par une institution ou une association, le dispositif devra, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, évaluer l'urgence de la situation et proposer une réponse immédiate, en orientant la ou les personnes vers la structure pouvant proposer un accueil en organisant, au besoin, leur transfert, avec le concours des services publics;

S. considérant que ce numéro d'appel devra s'intégrer dans les missions de service public des opérateurs et venir s'ajouter à la liste des numéros d'appel des services d'urgence prévue par l'article 107 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

N. Erkent weliswaar dat er heel wat initiatieven bestaan die inspelen op specifieke noden (behoefte aan bedden) of op klimatologische omstandigheden (winter), maar vindt niettemin dat de mensen in een sociaal precaire situatie niet altijd voldoende worden geïnformeerd over de huisvestingsmogelijkheden of over de aanwezigheid van sociale buurtdiensten;

O. Acht het belangrijk dat dit steeds weerkerende sociaal probleem spoedig wordt aangepakt, want niet alleen kunnen aldus de funeste consequenties ervan worden verzacht, maar bovendien kunnen de sociale diensten de betrokkenen vervolgens een integratieproject aanbieden;

P. Beschouwt de invoering van een gratis en nationaal telefoonnummer als een relatief eenvoudige manier om, enerzijds, onmiddellijk of op zijn minst snel te kunnen inspelen op de behoeften van de mensen in een precaire situatie en, anderzijds, de betrokkenen toegang te bieden tot de bestaande informatie, zodat de daklozen en de mensen in een precaire situatie kunnen worden doorverwezen naar een plaats waar ze in contact kunnen komen of blijven met de sociaal werkers, die aldus in staat worden gesteld naar hen te luisteren, hen te oriënteren en hen te steunen;

Q. Wijst erop dat het oproepnummer 115 al in Frankrijk bestaat en het bijgevolg, met het oog op een toekomstige harmonisatie op Europees vlak, interessant zou zijn dat nummer ook in ons land te gebruiken;

R. Denkt dat dat telefoonnummer het mogelijk zal maken snel en pragmatisch oplossingen uit te werken voor mensen zonder vaste woonplaats of mensen in een precaire situatie en vindt bijgevolg dat de signalen en verwijzingslijnen voor sociale noodgevallen, net doordat ze direct kan worden gecontacteerd door een persoon of gezin in moeilijkheden, dan wel indirect door een instelling of een vereniging, de klok en de week rond in staat moet zijn de urgentie van een situatie in te schatten en er onverwijld op in te spelen, door de betrokkenen(n) te oriënteren naar de structuur die kan zorgen voor hun opvang of, zo nodig, voor hun overbrenging, met de samenwerking van de bevoegde openbare diensten;

S. Vindt dat voormeld oproepnummer deel moet uitmaken van de openbare dienstverlening van de operatoren en moet worden toegevoegd aan de lijst van oproepnummers van de nooddiensten als opgenomen in artikel 107 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT

1. de mettre sur pied, et de financer, un dispositif permanent de veille et d'urgence sociale, en créant un numéro d'appel d'urgence national et gratuit, conformément à l'habilitation conférée au Roi par l'article 107, §1^{er}, relatif aux numéros d'appels des services d'urgence de la loi du 13 juin 2005 (loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques);

2. d'en fixer les modalités et les procédures;

3. de déterminer les conditions d'agrément des services concernés, en veillant à ce que des accords de coopération soient conclus avec les entités fédérées, dans un souci de bonne coordination et de bon fonctionnement.

Le 30 janvier 2007

Yvan MAYEUR (PS)
Marie-Claire LAMBERT (PS)
Jean-Claude MAENE (PS)
André FRÉDÉRIC (PS)

VRAAGT DE REGERING:

1. Een permanente signaal- en verwijsslijn voor sociale noodgevallen uit te bouwen en te financieren, via de invoering van een nationaal en gratis noodnummer, overeenkomstig de machtiging die aan de Koning wordt verleend bij artikel 107, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, waarin sprake is van de oproepnummers van de nooddiensten;

2. De nadere regels en de procedures met betrekking tot die signaal- en verwijsslijn vast te stellen;

3. De voorwaarden voor de erkenning van de betrokken diensten uit te werken, door erop toe te zien dat samenwerkingsakkoorden worden gesloten met de deelgebieden, met het oog op een goede coördinatie en werking.

30 januari 2007